

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE DU 3 JUILLET 2025

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du VAL D'OISE
Canton de PONTOISE

Le Conseil Municipal se compose de **39 membres**

Le nombre de Conseillers municipaux en exercice est de **39**

L'an deux mille vingt-cinq, trois juillet à dix-neuf heures et trente-cinq minutes, le Conseil Municipal de la Commune de PONTOISE légalement convoqué le 27 juin 2025, s'est rassemblé à l'Hôtel de Ville, salle du Conseil, sous la présidence de Madame Stéphanie VON EUW, Maire de PONTOISE.

MEMBRES PRÉSENTS :

Mme Stéphanie VON EUW, M. François DAOUST, Mme Anne FROMENTEIL, M. Robert DUPAQUIER, Mme Léna MOAL, M. Laurent LAMBERT, Mme Laetitia BELLEVILLE-DEWALLE, M. Sébastien BLANCHARD, Mme Schahrazade DELAMARE, M. Patrick MORCELLO, M. Sébastien GUERY, Mme Monique LEFEBVRE, M. Emmanuel PEZET, Mme Armelle LEGRAND-ROBERT, Mme Marie-Christine DEJARDIN, Mme Annick FERRÉ, M. Laurent PÂQUET, Mme Céline KALNIN, Mme Karine LAVENU, Mme Céline ALVES PINTO, Mme Stéphanie PACKERT, M. Rolland DELHORBE, M. Rémi BOUXOM, Mme Béatrice BURY, M. Yacine BIRAZAN, Mme Hélène FRITSCH, M. Gérard SEIMBILLE, Mme Agnès IRRMANN, M. Jean-Michel ADAM, Mme Sylvie STEIN, M. Matthieu DREVELLE, Mme Florence CHAMBON, M. Gérard BOMMENEL

MEMBRES REPRÉSENTÉS PAR POUVOIR :

Mme Marie-Claude CABARRUS donne procuration à M. Sébastien GUERY, M. François FROMANGÉ donne procuration à Mme Armelle LEGRAND-ROBERT, M. Philippe ROUDEN donne procuration à Mme Céline ALVES PINTO, M. Pascal BOURDOU donne procuration à M. Gérard SEIMBILLE, Mme Sandra NGUYEN DÉROSIER donne procuration à M. Matthieu DREVELLE

ABSENCE(S) :

M. Raoul NKAMWA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

M. Robert DUPAQUIER a été désigné pour remplir ces fonctions.

DÉLIBÉRATION N° DCM91-2025

OBJET : TARIFICATION 2025/2026 DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2331-2 et L.2331-3,

VU le tableau récapitulatif des tarifs des services publics locaux 2025/2026, ci-annexé,

OUI l'exposé de Monsieur Laurent LAMBERT, rapporteur,

CONSIDÉRANT la création de nouveaux tarifs dans certains secteurs qu'il convient d'adopter au sein de la grille tarifaire des services publics locaux,

CONSIDÉRANT qu'il convient de fixer la tarification des services publics locaux applicables à partir du 1^{er} septembre 2025,

APRÈS AVIS de la Réunion de majorité en date du 19 juin 2025 et des Commissions Services à la population, Ressources en date des 26 juin 2025, 25 juin 2025,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

LE CONSEIL MUNICIPAL, À L'UNANIMITÉ

ARTICLE UNIQUE : ADOPTE la tarification, selon le tableau ci-annexé, des services publics locaux pontoisiens applicables à partir du 1^{er} septembre 2025.

REÇU EN PREFECTURE

le 29/09/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-095-219505005-20250929-DCM91_2025B

Votants	38	
Pour	38	Mme Stéphanie VON EUW, M. François DAOUST, Mme Anne FROMENTEIL, M. Robert DUPAQUIER, Mme Léna MOAL, M. Laurent LAMBERT, Mme Laetitia BELLEVILLE-DEWALLE, M. Sébastien BLANCHARD, Mme Schahrazade DELAMARE, M. Patrick MORCELLO, Mme Marie-Claude CABARRUS, M. Sébastien GUERY, Mme Monique LEFEBVRE, M. Emmanuel PEZET, M. François FROMANGÉ, Mme Armelle LEGRAND-ROBERT, Mme Marie-Christine DEJARDIN, M. Philippe ROUDEN, Mme Annick FERRÉ, M. Laurent PÂQUET, Mme Céline KALNIN, Mme Karine LAVENU, Mme Céline ALVES PINTO, Mme Stéphanie PACKERT, M. Rolland DELHORBE, M. Rémi BOUXOM, Mme Béatrice BURY, M. Yacine BIRAZAN, Mme Hélène FRITSCH, M. Gérard SEIMBILLE, Mme Agnès IRRMANN, M. Pascal BOURDOU, M. Jean-Michel ADAM, Mme Sylvie STEIN, Mme Sandra NGUYEN DÉROSIER, M. Matthieu DREVELLE, Mme Florence CHAMBON, M. Gérard BOMMENEL

Certifié exécutoire

Fait et délibéré à Pontoise le 3 juillet 2025

Compte tenu de sa transmission en Préfecture ET de sa publication

Stéphanie VON EUW
Maire de Pontoise



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise (2-4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 Cergy-Pontoise Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

